



# Extrême-Nord du Cameroun : le casse-tête de la reconstruction en période de conflit

---

**Briefing Afrique de Crisis Group N°133**  
Nairobi/Bruxelles, 25 octobre 2017

---

## I. Synthèse

---

Le Cameroun est officiellement en guerre contre Boko Haram depuis mai 2014. Bien que le conflit ait graduellement baissé en intensité, après avoir atteint son paroxysme en 2014 et 2015, les incidents et attaques récurrents, et la forte hausse des attentats-suicides de mai à août 2017 rappellent que le mouvement jihadiste est loin d'être défait. Depuis mai 2014, 2 000 civils et militaires ont été tués et plus d'un millier de personnes ont été enlevées dans la région de l'Extrême-Nord. Entre 1 500 et 2 100 combattants de Boko Haram auraient également été tués dans les combats contre les forces de défense camerounaises ou les comités de vigilance.

La lutte contre Boko Haram n'a fait qu'empirer la situation économique déjà précaire des quatre millions d'habitants de cette région. Néanmoins, les populations ont démontré une grande capacité d'adaptation et de résilience qui offre au gouvernement camerounais et aux partenaires internationaux la possibilité de mettre en place des politiques de développement intégrant la diversité et la fluidité des traditions économiques de cette région frontalière entre le Nigéria et le Tchad.

L'Extrême-Nord du Cameroun est un véritable carrefour de routes commerciales et de cultures. En plus du commerce, son économie est structurée autour de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, du tourisme, du transport de marchandises, de l'artisanat et de la chasse. Le secteur informel est prépondérant et les activités de contrebande occupent une place considérable. L'économie locale est dominée par des riches commerçants et des chefs traditionnels, souvent membres du parti au pouvoir, et qui occupent des postes élevés au sein de l'administration.

Jusqu'aux années 1980, les différentes communautés ethniques de la région étaient spécialisées dans des activités économiques précises, le plus souvent en fonction de la géographie, du climat et des traditions. Mais avant l'arrivée de Boko Haram, cette spécialisation (la pêche pour les Kotoko, l'élevage pour les Arabes choa, l'agriculture pour les Mafa, etc.) était déjà largement érodée (à l'exception du commerce pour les Kanuri) en raison de la désertification et de la pauvreté. Cela avait poussé les communautés à se déplacer, à diffuser leurs savoir-faire et à diversifier leurs activités économiques. Désormais, dans le Logone et Chari, les Kotoko

jadis pêcheurs pratiquent la riziculture et exploitent le natron et les Arabes choa, traditionnellement éleveurs nomades, s'adonnent à l'agriculture et au commerce.

Ces quatre dernières années, la lutte contre Boko Haram a encore précarisé la vie des populations et bousculé les rôles socioéconomiques. Dans ce contexte, les communautés élaborent au quotidien des stratégies de survie et de résilience dont le gouvernement et les bailleurs internationaux devraient tenir compte pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement. Ce briefing s'appuie sur des recherches documentaires et une soixantaine d'entretiens effectués de janvier à septembre 2017 à Yaoundé et à l'Extrême-Nord. Il souligne la nécessité de passer d'une approche urgentiste à une approche de développement et préconise d'adapter les politiques de développement aux réalités socioéconomiques locales.

## **II. Filières économiques du conflit : réseaux de contrebande et prédation**

---

A l'Extrême-Nord du Cameroun, Boko Haram a exploité les réseaux existants de contrebande pour faire du recel ainsi que pour ses besoins logistiques (vivres, carburant, matériel de guerre et de propagande) à partir de 2012, voire plus tôt.<sup>1</sup> Le groupe jihadiste a eu recours à la force et à l'intimidation, il a recruté divers types de trafiquants (médicaments, voitures volées, chanvre indien, Tramadol, armes ou zoua-zoua – pétrole frelaté), et a proposé à certains commerçants en difficulté de faire du trafic en échange d'une aide.<sup>2</sup> Il s'est aussi inséré dans l'économie informelle en fournissant des prêts aux commerçants, notamment kanuri, arabes choa et mandara, en échange d'une part des bénéfices. Dans les marchés des localités frontalières, Amchidé, Fotokol, Makary, Hile-Alifa notamment, et à Kousseri, Boko Haram a taxé les commerçants qu'il n'avait pas préfinancés ou aidés.<sup>3</sup>

Dans le Mayo Sava et le Mayo Tsanaga, des centaines de personnes ont été enlevées pour cultiver des champs pour Boko Haram. Le groupe revendait une partie des récoltes sur les marchés au Cameroun et au Nigéria.<sup>4</sup> Cette insertion de Boko Haram dans l'économie informelle locale a en partie été facilitée par la relative sympathie de certains segments des populations frontalières pour le groupe au tout début du conflit, en 2013-2014. A cette période, Boko Haram n'attaquait pas encore frontalement le Cameroun et s'efforçait de ne pas cibler les musulmans lors de petites attaques. Certains dans le Mayo Sava auraient d'ailleurs déclaré qu'il faudrait que « Boko Haram vienne les délivrer du Kâfir (mécréant) qui est à Etoudi (la Présidence de la République du Cameroun) ». <sup>5</sup> Ces sympathies ont aussi partie liée avec

---

<sup>1</sup> Sur la dynamique d'ensemble de Boko Haram à l'Extrême-Nord, voir le rapport Afrique de Crisis Group N°241, *Cameroun : faire face à Boko Haram*, 16 novembre 2016.

<sup>2</sup> Le Tramadol (ou Tramol) est un antalgique puissant très prisé des combattants de Boko Haram. Il est fabriqué en Inde et largement commercialisé au Nigéria et dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Il y aurait aussi plusieurs « usines » informelles de fabrication du Tramadol au Nigéria.

<sup>3</sup> Entretiens de Crisis Group, ONG locales, universitaires et élus locaux, Maroua, Mokolo, Mora et Kousseri, janvier-septembre 2017.

<sup>4</sup> Entretiens de Crisis Group, élus locaux, ONG locales et anciens membres de Boko Haram, Extrême-Nord et prison de Maroua, janvier-février 2017.

<sup>5</sup> Entretiens de Crisis Group, universitaire et ONG locales, Maroua et Mora, septembre 2017.

les rivalités et clivages politiques, économiques, ethniques, voire familiaux, générationnels et religieux qui caractérisent ce département et celui du Mayo Tsanaga.<sup>6</sup>

Dans la zone du lac Tchad, le mouvement jihadiste a recruté des pêcheurs comme combattants et logisticiens dès 2013 et institué des taxes en numéraire ou en nature (zoua-zoua, vivres, eau) dans des îles comme Darak.<sup>7</sup> Sur le pourtour du lac (Kofia, Hilé Alifa, Darak), Boko Haram menaçait de mort les cultivateurs qui refusaient de donner 10 pour cent de leurs récoltes.<sup>8</sup> Dans le Mayo Sava et le Mayo Tsanaga, le groupe a également taxé les éleveurs, les agriculteurs et les commerçants à partir de 2012. Ces derniers devaient reverser une partie de leurs profits. Les commerçants ou éleveurs se déplaçant au Nigéria devaient quant à eux payer des droits de passage. Des Camerounais enlevés par Boko Haram déclarent que le groupe les incitait à cultiver des champs au Nigéria et récupéraient la moitié des récoltes.<sup>9</sup>

Les autres formes de prédation incluent les enlèvements, vols et pillages.<sup>10</sup> Le paiement des rançons pour la libération des otages a constitué une des principales sources de revenus du groupe. En 2013 et 2014, Boko Haram aurait obtenu au moins 11 millions de dollars de rançons, à la suite de cinq enlèvements de 38 otages occidentaux (français, canadiens, italiens), chinois, mais aussi camerounais (le maire de Kolofata, l'épouse et des membres de la famille du vice-Premier ministre).<sup>11</sup> Le vol de bétail, revendu sur les marchés au Nigéria et au Cameroun, est une autre source importante de revenus. Au Cameroun, depuis 2013, le groupe a volé au moins 17 000 têtes de bétail et des milliers de petits ruminants, pour une valeur approximative de 6 millions de dollars.<sup>12</sup> Le montant des pillages de boutiques, de centres de santé et de domiciles privés par Boko Haram n'a pas pu être estimé.

Boko Haram a dépensé des sommes importantes pour s'approvisionner, mais aussi pour recruter des combattants, des informateurs, et pour s'assurer le soutien de chefs traditionnels ou de membres des forces de sécurité. Si le groupe s'approvisionnait sans grande difficulté avant 2014, le démantèlement de ses caches d'armes au Cameroun et le resserrement du dispositif sécuritaire ont fait augmenter le coût des approvisionnements à partir de la mi-2014, car les logisticiens se faisaient rares. Par exemple, le prix du litre de pétrole sur le marché noir était passé à 7 000 francs CFA (12,5 dollars, contre un prix moyen de 400 francs CFA, 0,7 dollars, dans la région).<sup>13</sup>

---

<sup>6</sup> Entretiens de Crisis Group, universitaires, Maroua, septembre 2017.

<sup>7</sup> Babette Koulthoumi, « Compétitions autour du contrôle des ressources naturelles sous la pression des changements climatiques, reconversions socioprofessionnelles et conflits communautaires aux confins du lac Tchad », Thèse de doctorat, Université de Maroua, janvier 2016.

<sup>8</sup> Entretiens de Crisis Group, maire de Hilé Alifa, déplacés de Darak, autorités administratives et forces de sécurité, Kousseri, Hilé Alifa, Makary, janvier 2017.

<sup>9</sup> Entretiens de Crisis Group, ONG locales, personnes déplacées et maires, Mora, Kousseri, Fotokol, Makary et Hilé Alifa, janvier-septembre 2017.

<sup>10</sup> « Amnesty International alerte sur la recrudescence des attaques de Boko Haram », *Le Monde*, 5 septembre 2017. Hans De Marie Heungoup, « Boko Haram's shifting tactics in Cameroon : what does data tell us ? », *Africa Research Institute*, 14 février 2017.

<sup>11</sup> Voir le rapport de Crisis Group, *Cameroun : faire face à Boko Haram*, op. cit.

<sup>12</sup> Groupe d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique centrale, « Terrorist financing in West and Central Africa », octobre 2016.

<sup>13</sup> Entretiens de Crisis Group, sous-préfets, comités de vigilance, hauts gradés de l'armée et anciens membres de Boko Haram, Extrême-Nord et prison de Maroua, janvier-septembre 2017.

### III. Un impact économique multisectoriel et dévastateur

---

Avant l'arrivée de Boko Haram, l'Extrême-Nord était déjà la région la plus pauvre du Cameroun, avec 74 pour cent de la population vivant sous le seuil de pauvreté contre 37,5 pour cent au niveau national.<sup>14</sup> Le conflit a aggravé cette situation et, plus que par le passé, l'Extrême-Nord est perçu par les autorités et les bailleurs comme une région à assister et non comme une zone d'opportunités économiques.<sup>15</sup> La fermeture de la frontière avec le Nigéria a ravagé l'économie tant à l'échelle locale que nationale, et ce d'autant plus que le Tchad voisin, importateur de marchandises de l'Extrême-Nord en temps normal, est également en crise.<sup>16</sup>

Le conflit a affaibli le tissu commercial local, appauvrissant des milliers de commerçants qui dépendaient des échanges avec le Nigéria. Pour survivre, les grands commerçants ont pris la direction de N'Djaména, de Bertoua, de Douala ou de Yaoundé. Les petits commerçants sont les plus touchés. La frontière étant fermée, certains, dans le Mayo Sava et le Mayo Tsanaga, font un détour de 100 ou 200 kilomètres à moto ou à vélo, passant par la région du Nord, pour s'approvisionner au Nigéria. D'autres empruntent des pistes dangereuses dans le Mayo Tsanaga et passent par Muvi, Pouss et Vizik. Il en résulte une inflation du prix des produits en provenance du Nigéria, bien que la baisse du naira, la monnaie nigériane, ait atténué cette inflation depuis 2016.<sup>17</sup>

En outre, l'ouverture momentanée de la frontière à Fotokol et Bourrha de janvier à juin 2017 n'a profité qu'aux grands commerçants, car les petits n'avaient plus les capitaux pour se relancer. Ainsi, la ville de Kousseri, frontalière avec le Tchad, qui était autrefois le deuxième contributeur aux recettes douanières camerounaises (hors pétrole) après Douala, a été sévèrement affectée, de même que les postes de douanes importants comme Limani, Fotokol, Blamé, Blangoua et Dabanga.<sup>18</sup>

L'agriculture, le transport, la pêche et l'élevage, qui employaient des centaines de milliers de personnes ont également été très touchés. Depuis trois ans, les zones frontalières sont inaccessibles et les cultures de plantes hautes, mil et maïs notamment, sont interdites par l'armée, même dans certaines localités non frontalières, pour des raisons de sécurité. En conséquence, la production agricole régionale a diminué de deux tiers depuis 2014. Dans le Mayo Tsanaga et le Mayo Sava, des

---

<sup>14</sup> Institut National de la Statistique, « Tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001 et 2014 », Rapport quatrième enquête camerounaise auprès des ménages, décembre 2015. Issa Saibou, « Effets économiques et sociaux des attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun », *Kaliao*, volume spécial novembre 2014, p. 156 ; Machikou Nadine, Claude Mbowou, « Economie politique de la violence dans l'Extrême-Nord », Rapport national Cameroun, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), octobre 2015.

<sup>15</sup> Entretien de Crisis Group, diplomate occidental, Yaoundé, janvier 2017.

<sup>16</sup> Entretiens de Crisis Group, sultan de Kousseri et autorités administratives, Kousseri et Fotokol, janvier-septembre 2017.

<sup>17</sup> Entretiens de Crisis Group, sultan de Kousseri, autorités administratives, commerçants et contrebandiers de carburant, Maroua, Mokolo, Mora, Kousseri, janvier-septembre 2017.

<sup>18</sup> Entretiens de Crisis Group, commerçants et hauts fonctionnaires aux délégations régionales des Douanes et du ministère du Commerce, Maroua et Mokolo, janvier-septembre 2017.

milliers d'agriculteurs déplacés bénéficient de la solidarité des habitants qui leur louent des terres.<sup>19</sup>

Le transport intrarégional n'a pas été épargné. La route Maroua-Kousseri, principale voie entre Kousseri et le sud du pays, a fermé pendant quelques mois en 2014. Les routes vitales pour l'économie, Amchidé-Mora, Maroua-Kousseri et Fotokol-Kousseri, n'étaient praticables jusqu'en 2016 que sous escorte de l'armée. Cela a paralysé le commerce dans la région et avec le reste du pays. L'insécurité qui s'ajoute au mauvais état des routes pousse les commerçants de Kousseri à faire le détour par le Tchad pour atteindre le sud du Cameroun. Selon les responsables de la compagnie ferroviaire Camrail, le transport des oignons, du mil, du sorgho, du maïs, des arachides et des porcs sur pieds de la région vers le reste du pays a reculé de moitié depuis 2014. Les agences de voyages dans la région déclarent une baisse de moitié de leur chiffre d'affaires en moyenne depuis 2014, même si le délégué régional au transport note une amélioration depuis 2016.<sup>20</sup>

L'interdiction des motos a eu des incidences sur la vie de milliers de conducteurs et de personnes qui dépendaient du petit commerce à moto. De même, l'insécurité sur le lac, l'interdiction de naviguer sur le Logone imposée par les autorités tchadiennes et la fermeture de la voie fluviale reliant le Mayo Danay à N'Djaména et Kousseri ont dévasté le transport fluvial, l'économie piscicole et le commerce. Par ailleurs, les opérations de démolition et de ratissage des maisons par les forces de sécurité dans des localités autour du lac ont eu des effets dévastateurs. Les autorités du Logone et Chari affirment, en outre, que Boko Haram a enlevé des pêcheurs en échange de rançons.<sup>21</sup>

Le tourisme est probablement le secteur qui a le plus souffert de ce conflit. A Maroua, Waza et Kousseri, les activités touristiques sont toujours à l'arrêt. Selon le délégué régional au tourisme, 27 hôtels et des dizaines de restaurants sont fermés depuis le début du conflit.<sup>22</sup> Avant l'arrivée de Boko Haram, l'Extrême-Nord était considéré comme la plus belle région du Cameroun pour l'extraordinaire beauté de ses paysages, et était la deuxième région accueillant le plus de touristes étrangers. Waza et Rumsiki étaient des lieux très visités, ce qui avait incidemment encouragé le développement de l'artisanat local. Or depuis le conflit, la région n'est plus visitée par les touristes et, du reste, les pays européens et les Etats-Unis déconseillent fortement à leurs ressortissants de s'y rendre.<sup>23</sup>

Ce conflit a également provoqué des destructions de biens, de maisons, d'écoles, de marchés, de routes et de centres de santé qui ont fait l'objet d'une évaluation détaillée dans un rapport ministériel de septembre 2016 auquel Crisis Group a eu accès. D'après ce rapport, dans les trois départements frontaliers plus de 40 000

---

<sup>19</sup> Entretiens de Crisis Group, hauts fonctionnaires aux délégations régionales du ministère de l'Agriculture et du ministère des Transports, et journalistes locaux, Extrême-Nord, janvier-septembre 2017.

<sup>20</sup> Entretiens de Crisis Group, hauts fonctionnaires au ministère des Transports, cadres à Camrail et directeurs d'agences de voyages, Yaoundé et Maroua, janvier 2017.

<sup>21</sup> Entretiens de Crisis Group, préfet, commissaire de police, chauffeur d'une compagnie de voyage, conducteurs de motos et ONG locales, Extrême-Nord, janvier-septembre 2017.

<sup>22</sup> Entretiens de Crisis Group, haut fonctionnaire à la délégation régionale du ministère du Tourisme et directeurs d'hôtel, Maroua et Kousseri, janvier 2017.

<sup>23</sup> Entretiens de Crisis Group, universitaires, Maroua, septembre 2017.

habitations ont été détruites depuis 2014, des dizaines de villages, une centaine de marchés, 128 établissements scolaires sur 793, 30 centres de santé sur 217 et 246 forages sur 730 ont été détruits ou endommagés pour une valeur totale estimée à 240 milliards de francs CFA (430 millions de dollars).

Au niveau national, le Fonds monétaire international (FMI) a évalué l'impact budgétaire du conflit (y compris les dépenses de guerre) à environ 1 à 2 pour cent du produit intérieur brut (PIB) en 2015, soit entre 325 et 650 millions de dollars.<sup>24</sup> Mais l'impact économique global au cours des quatre dernières années est plus important, car le conflit et ses conséquences ont entraîné la paralysie de l'économie locale et un ralentissement de l'économie nationale. Le coût indirect et le manque à gagner au niveau national n'ont pas encore fait l'objet d'une étude poussée au niveau national.<sup>25</sup>

L'Etat camerounais ne communique pas sur les fonds alloués à la guerre contre Boko Haram. Cependant, les budgets du ministère de la Défense et de la délégation à la Sureté nationale sont respectivement passés de 305 à 420 millions de dollars et de 130 à 145 millions de dollars. Ainsi sur les quatre années de conflit, les dépenses sécuritaires budgétisées ont augmenté de plus de 500 millions de dollars.<sup>26</sup> A cela s'ajoute la part non budgétisée des efforts de défense, comme ceux de l'opération Alpha à l'Extrême-Nord, conduite par le Bataillon d'intervention rapide et prise en charge sur des fonds secrets et le soutien financier de pays partenaires comme les Etats-Unis.<sup>27</sup>

#### **IV. Solidarité et logiques de survie des communautés**

---

Face au marasme économique, les populations multiplient les stratégies de survie. Si l'aide humanitaire joue un rôle essentiel, la solidarité entre habitants est également très forte. A ce jour, la majorité des 220 000 personnes déplacées dans l'Extrême-Nord sont logées et prises en charge par des familles d'accueil.<sup>28</sup> Les ressortissants de l'Extrême-Nord habitant Yaoundé et d'autres villes au sud ont aussi volé au secours de leurs familles. A cette solidarité s'ajoutent les « dons du chef de l'Etat » et les cotisations des populations du Sud qui s'élèvent à 2 milliards de francs CFA (3,6 millions de dollars). Mais ces mécanismes de solidarité ont rapidement montré

---

<sup>24</sup> « Afrique subsaharienne : un changement de cap s'impose », Perspectives économiques régionales du FMI, avril 2016, p. 24.

<sup>25</sup> Entretiens de Crisis Group, chercheurs à l'Institut National de la Statistique et à la Fondation Paul Ango Ela, Yaoundé, janvier 2017.

<sup>26</sup> Voir les lois de finances de 2013 à 2018 du Cameroun.

<sup>27</sup> Entretiens de Crisis Group, diplomates occidentaux et hauts gradés, Yaoundé, janvier 2017. L'aide financière des Etats-Unis à l'armée camerounaise dans la lutte contre Boko Haram est estimée à plus de 111 millions de dollars depuis 2015, en plus des dons de matériels et de la formation des unités d'élite de l'armée. D'autres pays comme la France, l'Allemagne, la Chine et la Russie appuient aussi les efforts de l'armée à travers des formations et des dons de matériels. Robert Trafford, Nick Turse, "Cameroonian troops tortured and killed prisoners at base used for U.S. drone surveillance", The Intercept, 20 juillet 2017.

<sup>28</sup> Hans de Marie Heungoup, « The humanitarian fallout from Cameroon's struggle against Boko Haram », Crisis Group, 21 février 2017.

leur limite : en effet, les populations aidantes sont à bout de souffle et deviennent aussi vulnérables que les populations déplacées.<sup>29</sup>

La diversification des activités économiques a également permis à beaucoup de survivre. A Maroua, d'anciens commerçants de Kerawa se sont reconvertis dans l'importation du zoua-zoua et l'élevage. A Mokolo, d'anciens commerçants de Koza s'essayent à l'agriculture.<sup>30</sup> Certains habitants de la région sont recrutés par la cinquantaine d'ONG déployées dans l'Extrême-Nord. Dans le Mayo Sava, des agriculteurs et des éleveurs jouent au chat et à la souris avec Boko Haram. Boko Haram n'ayant pas de présence permanente, ils font paître leurs troupeaux, cultivent leurs terres et récoltent au péril de leur vie, au gré des déplacements des jihadistes, qu'ils tentent d'anticiper grâce aux informations fournies par les comités de vigilance.<sup>31</sup>

Les Kanuri sont vraisemblablement la communauté la plus touchée économiquement et socialement par le conflit. Contrairement aux autres, ils n'avaient pas véritablement diversifié leurs activités économiques avant l'arrivée de Boko Haram. Ensuite, plutôt que d'opter pour la diversification des activités, certains développent des stratégies commerciales permettant de contourner la fermeture de la frontière et ceux d'entre eux qui étaient éleveurs migrent dans des zones plus sûres. D'autres optent pour la collaboration avec les filières économiques de Boko Haram. A Minawao, ce sont les réfugiés kanuri qui dominent le petit commerce à l'intérieur et aux alentours du camp. Ils se déplacent parfois jusqu'aux marchés de Maroua pour mener leurs activités commerciales.<sup>32</sup>

Autres moyens de survie, à Kousseri, des femmes déplacées se sont reconverties à la vente d'arachides et de charbon. Certaines ont des machines à coudre, d'autres se prostituent. Les hommes vendent des oignons, tandis que les enfants vendent de l'eau ou mendient.<sup>33</sup>

## **V. Les limites du tout sécuritaire et de l'approche urgentiste**

---

Face à Boko Haram, le gouvernement a privilégié la réponse sécuritaire et peu de mesures concrètes ont été prises pour la relance économique. En juin 2014, un plan d'urgence pour le développement de la partie septentrionale (qui comprend trois régions, dont l'Extrême-Nord) a été annoncé. Ce plan, doté de seulement 78,8 milliards de francs CFA (140 millions de dollars) est très inférieur aux besoins de développement de la zone, évalués à au moins 1 600 milliards de francs CFA (2,86

---

<sup>29</sup> Entretiens de Crisis Group, ONG humanitaires, personnes déplacées et familles hôtes, Yaoundé et Extrême-Nord, janvier-septembre 2017.

<sup>30</sup> Entretiens de Crisis Group, maires, commerçants et anciens contrebandiers, Maroua, Mokolo, janvier 2017.

<sup>31</sup> Entretiens de Crisis Group, autorités administratives et comités de villages, Mora et Kolofata, janvier-février 2017.

<sup>32</sup> Entretiens de Crisis Group, réfugiés kanuri, commerçantes et ONG humanitaires, Maroua et Minawao, janvier-septembre 2017.

<sup>33</sup> Observations de chercheurs de Crisis Group, Kousseri, janvier-septembre 2017.

milliards de dollars) par l'élite nordiste.<sup>34</sup> En mars 2015, le gouvernement a annoncé un plan d'urgence de 5,3 milliards de francs CFA (9,5 millions de dollars) pour la construction d'écoles et d'hôpitaux à l'Extrême-Nord. En avril 2016, le ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation a annoncé un projet à impact rapide de 4,5 milliards de francs CFA (8 millions de dollars) pour l'Extrême-Nord.<sup>35</sup>

Dans le Plan d'urgence triennal comme dans le budget d'investissement public, les parts dédiées à l'Extrême-Nord demeurent parmi les plus faibles du territoire. Outre l'insuffisance des fonds alloués, certains projets auraient fait l'objet de détournements de fonds.<sup>36</sup>

Par ailleurs, certaines des mesures prises par le gouvernement après les attentats de Maroua en juillet 2015, si elles se sont révélées efficaces sur le plan sécuritaire et dans l'immédiat, ont aussi accentué les vulnérabilités de certaines populations et facilité les recrutements de Boko Haram. Parmi ces mesures, les plus notables sont l'interdiction des motos-taxis, une activité dont dépendaient une dizaine de milliers de jeunes, la fermeture de la frontière, l'interdiction des activités de pêche, la fermeture de certains marchés et la limitation du transport des denrées alimentaires.<sup>37</sup>

Les acteurs internationaux, eux, se focalisent pour l'instant sur la réponse humanitaire, encore lacunaire, et très peu sur le développement de la région, à l'exception de la Banque mondiale, de l'USAID (United States Agency for International Development) et de l'Agence française de développement qui ont commencé timidement certains projets. Par ailleurs, des acteurs sociaux locaux critiquent les mesures prises par les acteurs internationaux. Ils les accusent de mobiliser des fonds à l'international sans que cela ait un effet réel visible sur la vie des habitants de l'Extrême-Nord. De plus, certaines populations, voire certains militaires, perçoivent les aides fournies par des ONG et par l'ONU aux déplacés et aux populations des localités frontalières comme des soutiens indirects à Boko Haram. En effet, ils rapportent que Boko Haram boucle toutes ces localités pendant la nuit et récupère ce que les ONG ont fait parvenir. Des sacs de riz du Programme alimentaire mondial au Cameroun se seraient retrouvés par exemple à Sambissa, au cœur du territoire de Boko Haram au Nigéria. A la décharge des partenaires internationaux, des sacs de riz estampillés comme dons du chef de l'Etat camerounais se seraient aussi retrouvés à Sambissa.<sup>38</sup>

---

<sup>34</sup> Entretiens de Crisis Group, hauts fonctionnaires originaires du Nord, Yaoundé, août 2016. « Plan d'urgence du Grand Nord : les fausses promesses du gouvernement », *L'œil du Sahel*, 20 décembre 2014.

<sup>35</sup> « Extrême-Nord : 4,5 milliards pour des projets à impact rapide », Actu Cameroun, 28 avril 2017.

<sup>36</sup> Entretiens de Crisis Group, sous-préfets, universitaires et ONG locales, Maroua, Mora et Kousséri, janvier 2017. Pour une analyse détaillée des projets gouvernementaux à l'Extrême-Nord, voir le rapport de Crisis Group, *Cameroun : faire face à Boko Haram*, op. cit.

<sup>37</sup> Entretiens de Crisis Group, élus locaux, commerçants, ONG locales et population, Extrême-Nord, janvier-septembre 2017.

<sup>38</sup> Entretiens de Crisis Group, ONG locales, universitaires et militaires, Maroua et Mora, janvier 2017.



## VI. Les opportunités d'un contrat de développement avec l'Extrême-Nord

---

Le conflit à l'Extrême-Nord a eu des effets économiques préjudiciables pour les habitants et bousculé les modes de vie des communautés. Deux questions essentielles se posent au gouvernement et à la communauté du développement : comment reconstruire l'économie de l'Extrême-Nord sans faire le jeu de Boko Haram ? Comment mettre en œuvre des politiques de développement conciliant intégration à l'économie nationale et nécessaire respect des façons de faire locales, facteurs de résilience aux conflits bien que parfois à la limite de la légalité ?

- ❑ Avant toute chose, les acteurs du développement doivent avoir une meilleure connaissance des traditions économiques locales et de leurs mutations dans le temps, des enjeux générationnels, des enjeux sociaux et de pouvoir et des clivages entre les sphères rurales et urbaines dans la région, et identifier plus clairement les aspirations et les besoins des populations. L'un des moyens d'y parvenir serait de conduire des enquêtes d'opinion dans tous les départements et d'y associer des spécialistes et des locaux, en amont et dans la mise en œuvre des projets.
- ❑ Le contrat de développement devrait s'articuler autour de mesures socioéconomiques fortes tenant compte des logiques économiques locales et de la géographie transfrontière de la région, ainsi que du rétablissement du lien social et des liens entre les communautés transfrontières sans lesquels les liens économiques seraient inopérants. Cela implique pour les acteurs de développement de soutenir le secteur informel, de déterminer les secteurs économiques porteurs dans la région et d'élaborer davantage de projets à l'échelle du bassin du lac Tchad ou ciblant de plus petits espaces à fort potentiel de relance économique, indifféremment de la barrière frontalière.
- ❑ Le gouvernement et les partenaires internationaux devraient également envisager des formes de soutien et de réglementation indirecte de certaines activités de trafics, comme le trafic du zoua-zoua. Bien que ces activités soient à la limite de la légalité, elles sont acceptées de la très grande majorité de la population et constituent un facteur de résilience important.
- ❑ Ce contrat de développement devrait aussi faire la part belle à l'inclusion et à la participation des populations – qui ne se résument pas aux désidératas des chefs traditionnels –, et être mis en œuvre conformément aux règles de bonne gestion et de transparence. L'inclusion dont il s'agit devrait apporter un plus grand soutien aux initiatives économiques des femmes et des jeunes, ainsi qu'un appui particulier aux communautés les plus fragilisées par le conflit et aux catégories autrefois actives que le conflit a rendues vulnérables.
- ❑ Pour qu'il soit optimal, le contrat de développement devra être compatible avec les plans de développement des autres Etats du bassin du lac Tchad, comme le plan Buhari pour le développement du Nord-Est du Nigéria, adopté en juin 2016.
- ❑ Le gouvernement camerounais devrait enfin s'orienter vers la levée graduelle, au cas par cas et en fonction des départements et arrondissements, des mesures

restrictives prises en juillet 2015, comme la fermeture des frontières, la restriction de la circulation des motos ou des marchandises.

## **VII. Conclusion**

---

Dans tous les pays faisant face à des mouvements insurrectionnels, la question de la reconstruction ou des politiques de développement se pose lorsque le conflit baisse en intensité. L'Extrême-Nord du Cameroun n'échappe pas à cette tendance. Le gouvernement et les acteurs du développement doivent combiner les projets d'urgence en cours à des projets de développement à plus long terme. Ils doivent cesser de percevoir l'Extrême-Nord uniquement comme une région à assister, mais plutôt l'envisager comme une zone d'opportunités économiques qui pourrait favoriser le développement local et la relance de la croissance pour l'ensemble du Cameroun.

**Nairobi/Bruxelles, 25 octobre 2017**

Annexe A : Carte du Cameroun





International Crisis Group

**Headquarters**

Avenue Louise 149, 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38. Fax: +32 2 502 50 38

[brussels@crisisgroup.org](mailto:brussels@crisisgroup.org)

**New York Office**

[newyork@crisisgroup.org](mailto:newyork@crisisgroup.org)

**Washington Office**

[washington@crisisgroup.org](mailto:washington@crisisgroup.org)

**London Office**

[london@crisisgroup.org](mailto:london@crisisgroup.org)

**Regional Offices and Field Representation**

Crisis Group also operates out of over 25 locations in Africa, Asia, Europe, the Middle East and Latin America.

**See [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org) for details**

*PREVENTING WAR. SHAPING PEACE.*